

Mais, bien que les systèmes démocratiques soient parfois lents, inefficaces et une source de frustrations, l'histoire a démontré que les systèmes non démocratiques sont bien pires.

Ce qui ne peut changer, ce sont les composantes fondamentales de la démocratie, dont certaines sont tangibles et bien définies : un système judiciaire indépendant et crédible, des libertés fondamentales telles que la liberté d'expression et d'association, le respect des droits de la personne, l'égalité de la femme, la règle de droit et des organismes d'application de la loi honnêtes et fiables.

Il faut aussi une «culture» démocratique qui comprend la tolérance, la confiance et le respect de la personne. Cette culture doit être présente dans tous les rouages de la société.

Nombre de personnes ont affirmé qu'une véritable démocratie ne peut exister sans développement économique. Il y a là un élément de vérité.

Mais, il est aussi possible de soutenir qu'un véritable développement économique est impossible - du moins à long terme - sans la participation des populations, tant des hommes que des femmes, pour assurer une répartition équitable des efforts et des gains économiques.

C'était le but visé par le Canada lorsqu'il a proposé, en 1990, de créer une Unité pour la promotion de la démocratie (UPD). Nous étions très heureux, en 1991, lorsque l'assemblée a adopté une résolution confirmant le mandat de l'Unité.

L'Unité devait soutenir les efforts des pays en vue de consolider les gains démocratiques. Elle ne ferait pas la promotion d'une forme particulière de démocratie, mais consoliderait celles qui étaient déjà en place. L'Unité travaillerait en collaboration avec les gouvernements pour affermir les assises, les institutions et les attitudes qui permettent à la démocratie de s'épanouir. Des élections périodiques ne constituent pas, à elles seules, la démocratie, pas plus que la surveillance du déroulement des élections ne garantit, à elle seule, l'avancement de la démocratie.

L'Unité pourrait, avec le temps, assurer la sécurité de tous les gouvernements démocratiquement élus. Elle ne serait une menace pour personne sauf peut-être les dictateurs en puissance.

Le Canada, qui croit en la nécessité de cette Unité - ce que les événements des 10 derniers mois ont sûrement démontré -, est déçu de l'absence de progrès dans sa mise en oeuvre.

Nous croyons que le programme d'aide élaboré et approuvé l'an dernier par le Conseil permanent est valable. Nous sommes aussi